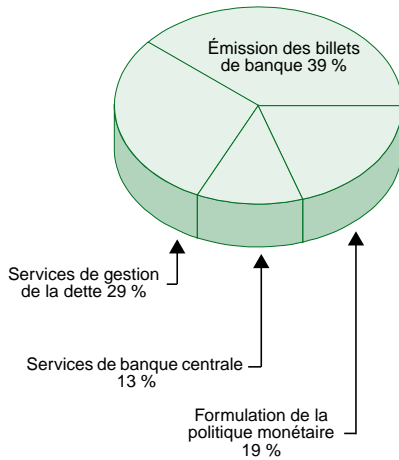


# **Sommaire** financier

## Sommaire financier

### Répartition des dépenses d'exploitation par fonction



Comme il a été décrit dans le présent rapport, 1996 a été une année de changements à la Banque du Canada, changements qui découlent principalement de la revue des activités amorcée en 1995. Les dépenses ont diminué dans l'ensemble bien que d'importantes dépenses exceptionnelles aient été engagées et que l'adoption d'un nouveau mode de comptabilisation des avantages sociaux ait engendré des coûts additionnels. Il convient de noter tout particulièrement la baisse continue, ces trois dernières années, du pourcentage des ressources consacrées à l'émission des billets de banque (39 % en 1996 comparativement à 48 % en 1994).

### Dépenses d'exploitation

L'ensemble des dépenses d'exploitation a reculé de 3 % environ en 1996 par rapport à 1995. Abstraction faite des dépenses exceptionnelles, les coûts d'exploitation ont été réduits de près de 9 millions de dollars, c'est-à-dire de 5 %. Ils ont été inférieurs de quelque 30 millions de dollars à leur niveau de 1994, qui est l'année de référence choisie pour la mesure des gains d'efficience dans le cadre de la revue des activités. On s'attend à des économies annuelles directes pour la Banque de l'ordre de 40 millions de dollars une fois que tous les changements résultant de la revue des activités auront été mis en œuvre en 1998. Cependant, une partie de ces économies sera annulée par des dépenses se rapportant notamment à la création de bureaux régionaux et aux initiatives concernant les titres de dette destinés aux particuliers.

Les salaires et les autres frais de personnel ont été dans l'ensemble moins élevés en 1996. Cette baisse est attribuable à l'incidence, ressentie sur une partie de l'année seulement, des retraites anticipées et des départs volontaires liés au Programme de réaménagement des effectifs, options dont près de 370 employés se sont prévalus en 1996. Les besoins en effectifs ont diminué en raison d'une réduction du volume de travail et des nombreux changements apportés aux méthodes et aux niveaux de service à la suite de la revue des activités.

Bien que les avantages sociaux n'aient pas été modifiés, les autres frais de personnel ont augmenté en 1996, le moment de la prise en compte des dépenses liées aux avantages sociaux ayant changé. Tous les avantages sociaux, versés ou non, sont maintenant comptabilisés l'année où ils sont gagnés. Ce nouveau traitement comptable est en tout point conforme aux principes comptables généralement reconnus. Dans l'ensemble, les changements apportés aux pratiques comptables ont gonflé de près de 4 millions de dollars les autres frais de personnel en 1996.

**Répartition des dépenses d'exploitation par fonction**

En millions de dollars

|                                   | <b>1994</b>         | <b>1995</b>         | <b>1996</b>         |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Politique monétaire               | 33,8                | 33,0                | 35,0                |
| Services de banque centrale       | 19,3                | 20,8                | 22,8                |
| Billets de banque                 | 101,4               | 80,0                | 69,6                |
| Services de gestion de la dette   | 54,7                | 54,0                | 51,6                |
| Total partiel                     | <u>209,2</u>        | <u>187,8</u>        | <u>179,0</u>        |
| Autres dépenses (exceptionnelles) |                     | 33,0                | 34,7                |
| Total                             | <u><u>209,2</u></u> | <u><u>220,8</u></u> | <u><u>213,7</u></u> |

Le recul des dépenses d'exploitation en 1996 est dû surtout à la réduction des frais relatifs aux billets de banque, laquelle s'inscrit dans une forte tendance à la baisse amorcée en 1994. La diminution des volumes de production, attribuable principalement au retrait du billet de 2 dollars, et le regroupement ou l'abandon de certaines opérations expliquent cette réduction.

Les dépenses liées aux services de gestion de la dette ont également diminué, notamment au chapitre des opérations sur bons du Trésor et sur obligations négociables. Le coût de ces services régresse constamment depuis cinq ans en grande partie par suite de l'informatisation du processus de compensation et de règlement des opérations sur obligations négociables et sur bons du Trésor.

En ce qui concerne la politique monétaire et les services de banque centrale, les gains réalisés grâce à la poursuite des efforts de rationalisation dans ces secteurs ont été amplement neutralisés en 1996 par des investissements en systèmes et outils.

Les 34,7 millions de dollars inscrits au poste *Autres dépenses* correspondent à des dépenses exceptionnelles, dont la plus importante (22,3 millions de dollars) se rapporte au règlement de la contestation judiciaire de la validité de la garantie détenue par la Banque du Canada sur les actifs de la Banque Commerciale du Canada. Le règlement conclu après huit ans de contestation avec trois importants créanciers non garantis devrait accélérer la liquidation finale de cette banque. Le poste *Autres dépenses* comprend aussi une dotation de 5 millions de dollars comptabilisée en 1996 au titre du Programme de réaménagement des effectifs et servant à couvrir le coût estimatif des indemnités de cessation d'emploi d'une centaine d'employés dont les postes seront abolis d'ici deux ans. Les postes visés ont été déterminés dans le cadre de la revue des activités qui s'est poursuivie en 1996. Ils s'ajoutent aux 500 autres postes environ qui ont été désignés comme excédentaires et pour lesquels les indemnités ont été imputées au budget de 1995.

Enfin, le montant total inscrit sous *Autres dépenses* comprend une provision non renouvelable de 3 millions de dollars en reconnaissance d'une charge au titre des congés annuels inutilisés acquis avant 1996 et tient compte d'une perte comptable nette de 4,4 millions de dollars résultant de la vente de la tour St-Andrew à Ottawa.

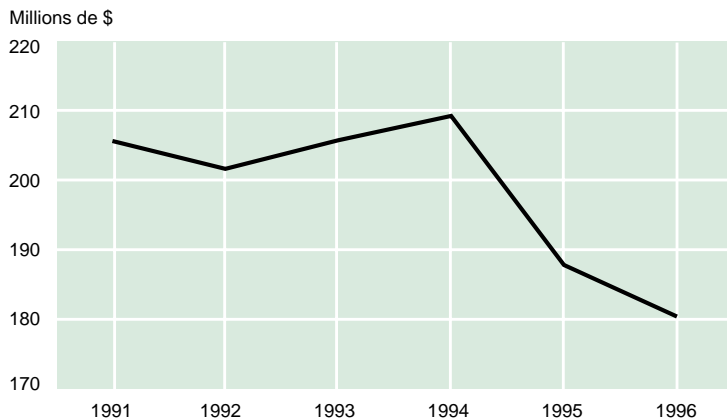
Cet immeuble a été vendu à cause de la diminution des besoins en locaux consécutive à la mise en œuvre des changements découlant de la revue des activités.

En 1996, pour la cinquième année de suite, les échelles des salaires à la Banque n'ont pas été modifiées. Pour 1997, avec la levée du gel des salaires à la fonction publique fédérale, le Conseil d'administration de la Banque a décidé, plutôt que d'autoriser une hausse générale des échelles des salaires, de verser des augmentations représentant au total 1 % de la masse salariale aux employés les moins payés et à ceux ayant des com-

pétences clés (spécialistes de la technologie de l'information et économistes) pour lesquels la concurrence est vive sur le marché et dont les niveaux de rémunération sont inférieurs à ceux pratiqués par les secteurs public et privé. Cette mesure traduit le désir de la Banque d'avoir une structure salariale concurrentielle et équitable et conforme à ses responsabilités en tant qu'institution publique. En outre, à l'exemple de la fonction publique fédérale, la Banque a recommencé le 1<sup>er</sup> janvier 1997 à accorder des augmentations au rendement à l'intérieur des échelles salariales.

### Dépenses d'exploitation nettes

*Autres dépenses exclues*



### Revenus

La Banque a enregistré des revenus totalisant 1,6 milliard de dollars en 1996, contre 2 milliards en 1995. Ses revenus proviennent principalement des intérêts produits par son portefeuille de titres d'État. Leur baisse tient surtout au recul du rendement moyen de ces titres attribuable à la décline des taux d'intérêt. Le montant net des dépenses ayant été de 0,2 milliard de dollars, les revenus nets versés au gouvernement canadien se sont chiffrés à 1,4 milliard, soit 0,4 milliard de moins que l'année précédente.

Toutefois, les revenus nets ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de la gestion de la Banque. Celle-ci intervient sur les marchés financiers pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, ceux-ci étant en grande partie fonction du niveau général des taux d'intérêt. Pour ces raisons, le niveau des dépenses d'exploitation est un meilleur indicateur de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.